



19.033

**Einführung des automatischen
Informationsaustauschs
über Finanzkonten
mit weiteren Partnerstaaten
ab 2020/21****Introduction de l'échange automatique
de renseignements relatifs
aux comptes financiers
avec d'autres Etats partenaires
à partir de 2020/21***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.09.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten*Antrag der Minderheit*
(Matter, Aeschi Thomas, Amaudruz, Dettling, Hess Erich, Imark, Muri, Rime)
Nichteintreten*Proposition de la majorité*
Entrer en matière*Proposition de la minorité*
(Matter, Aeschi Thomas, Amaudruz, Dettling, Hess Erich, Imark, Muri, Rime)
Ne pas entrer en matière

Barazzone Guillaume (C, GE), pour la commission: Je vous donne quelques éléments de contexte pour ce sujet important mais parfois complexe. La mise en oeuvre de l'échange automatique de renseignements est très avancée, vous le savez, au niveau international. En 2018, ce sont 92 Etats et territoires qui ont mutuellement échangé des données relatives à des comptes financiers, ce qui correspond à environ 4500 relations d'échange automatique de renseignements activées bilatéralement. Avec l'extension de leur réseau d'échange automatique de renseignements, les Etats contribuent activement – c'est le cas de la Suisse également –, à la création de conditions de concurrence équitables au niveau mondial. La transparence dans le domaine de la fiscalité en est accrue.

Un réseau suffisamment important d'Etats partenaires avec lesquels on échange des renseignements sur les comptes financiers est un critère essentiel pour les évaluations de l'OCDE et de l'Union européenne dans le domaine de la transparence fiscale. Des Etats ou des territoires qui ne satisfont pas à cette exigence risquent d'être mis sur la liste des Etats non coopératifs du G20 et de l'Union européenne. Cela aurait des conséquences non pas directement pour la Suisse en tant qu'Etat, mais pour les entreprises sises en Suisse, puisqu'une fois que la Suisse est mise sur une liste grise ou noire, cela permet à des Etats d'activer des mesures de rétorsion contre des entreprises helvétiques. Je pense par exemple à la double imposition des entreprises ou à l'introduction de l'impôt à la source. Cette situation s'est déjà produite avec l'Allemagne et l'Italie. Ce sont donc des sanctions extrêmement concrètes. Afin que la Suisse puisse minimiser ce risque



pour sa place financière ainsi que pour sa place économique, elle doit élargir son réseau en introduisant l'échange automatique de renseignements avec les partenaires qui ont exprimé un intérêt.

Etant donné les récents développements au niveau international, le Conseil fédéral propose d'étendre ce réseau d'échange automatique de renseignements à tous les Etats engagés qui ont en outre indiqué une date pour la mise en oeuvre de cet échange automatique de renseignements. Ainsi, la Suisse envisage d'échanger, par les arrêtés simples qui vous sont soumis, des renseignements relatifs aux comptes financiers avec les 19 Etats et territoires suivants: l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Brunéi, la Dominique, le Ghana, le Kazakhstan, le Liban, Macao, les Maldives, le Nigéria, Niue, Oman, le Pakistan, le Pérou, le Samoa, Saint-Martin, Trinité-et-Tobago, la Turquie et le Vanuatu.

La procédure pour l'introduction de l'échange automatique de renseignements avec de nouveaux Etats partenaires n'est pas différente de celle qui a été appliquée jusqu'ici: le Parlement décide si l'échange automatique de renseignements doit être introduit avec un Etat ou un territoire précis ou non, et en adoptant les arrêts fédéraux simples, le Parlement autorise le Conseil fédéral à procéder à la notification des Etats partenaires. Et puis, par le biais de cette notification, les droits et les obligations découlant des traités internationaux pertinents en matière d'échange automatique de renseignements sont activés de manière contraignante en vertu du droit international public, et c'est à partir de ce moment-là que la Suisse s'engage à mettre en oeuvre l'échange automatique de renseignements vis-à-vis de ses partenaires au cas où ces derniers remplissent effectivement – c'est un examen qui est effectué par le Conseil fédéral – les conditions de la norme internationale.

AB 2019 N 1605 / BO 2019 N 1605

Sachez que, pour l'heure, parmi les Etats cités précédemment, seuls l'Azerbaïdjan et le Pakistan sont en mesure d'échanger réciproquement des données en conformité avec la norme internationale. Le Vanuatu a déposé sa notification comme juridiction réciproque permanente. Cela signifie que la Suisse recevra des renseignements relatifs aux comptes financiers de la part du Vanuatu, mais ne livrera aucune donnée à cet Etat.

Plusieurs Etats partenaires potentiels ne remplissent pas encore les conditions de la norme internationale en matière de confidentialité et de sécurité des données, et doivent mettre en oeuvre un plan d'action du Forum mondial avant de participer à l'échange automatique de renseignements. Donc, tant que le Forum mondial n'aura pas validé les mesures imposées par les plans d'action respectifs définis pour la Dominique, le Ghana, le Liban, Macao, Niue et le Samoa, ces derniers devront mettre en oeuvre l'échange automatique de renseignements de manière non réciproque.

La commission a considéré qu'il semblait judicieux et nécessaire, dans la mesure où la Suisse remplit ses engagements dans le domaine de la transparence fiscale et de la lutte contre l'évasion fiscale, d'approuver les arrêtés fédéraux simples qui nous sont soumis aujourd'hui. C'est avec des majorités assez confortables, allant de 11 à 15 voix pour les arrêtés contre 6 à 8 voix contre ces derniers, avec quelques abstentions à chaque fois – je ne vais pas vous donner les résultats des 19 votes – que la commission vous recommande d'approuver les différents arrêtés fédéraux simples.

J'aimerais préciser avant de terminer que le Département fédéral des finances a rassuré la commission en indiquant que la Suisse notifiera uniquement les Etats qui remplissent toutes les conditions de la norme internationale ou qui peuvent participer à l'échange automatique de renseignements de manière non réciproque avec l'aval du Forum mondial. Donc le choix des partenaires dépend, je le répète, du Conseil fédéral, et c'est uniquement lui, après un examen approfondi, qui échangera ou non des données avec les Etats. Nous l'avons vu avec la Bulgarie: le système a été suspendu en raison de vol de données, et la Suisse a confirmé qu'elle ne transmettait plus d'information à ce pays. On voit donc que le système qui a été mis en place de manière multilatérale fonctionne.

Nous vous recommandons d'accepter l'ensemble des arrêtés fédéraux simples qui vous sont soumis aujourd'hui.

Walti Beat (RL, ZH), für die Kommission: Etwas zur Vorgeschichte: Im Jahre 2014 hat die OECD den globalen AIA-Standard festgelegt. Auch die Schweiz hat sich verpflichtet, diesen einzuführen. Die gesetzlichen Grundlagen sind Anfang 2017 in Kraft getreten. Gleichzeitig wurde der automatische Informationsaustausch mit den 38 ersten Partnerstaaten eingeführt. 2018 wurden mit diesen erstmals Daten ausgetauscht. Ende 2017 kamen weitere 41 Staaten hinzu; ein Datenaustausch mit diesen ist auf Ende September 2019, also in Bälde, vorgesehen. Wichtig ist, dass bei dieser Gelegenheit ein Prüfmechanismus zur Sicherstellung der standardkonformen Umsetzung des automatischen Informationsaustauschs eingeführt worden ist. Das bedeutet, dass ein Datenaustausch mit den jeweiligen Partnerstaaten nur stattfinden darf, wenn die vorgängige Überprüfung



keine Hindernisse für einen Austausch zutage gefördert hat. Diesen Prüfbericht hat die Kommission übrigens vorgängig zur Beratung dieses Geschäftes ebenfalls diskutiert und zur Kenntnis genommen. Die Konsultation ist also erfolgt. Ende 2018 haben wir schliesslich eine Erweiterung des AIA-Netzwerkes um Singapur und Hongkong sowie acht weitere Partnerstaaten ab 2019/2020 beschlossen. Damit verfügt die Schweiz aktuell über ein Netzwerk mit 89 der bis dato 108 Staaten und Territorien, die sich zum AIA-Standard bekannt haben. Die OECD erwartet, dass bis Ende 2019 im Wesentlichen mit allen interessierten und geeigneten Partnerstaaten – auf Englisch heisst das "substantially all interested and appropriate partners" – der Datenaustausch vereinbart und aktiviert wird. Andernfalls riskieren die Staaten, als unkooperativ taxiert und damit zum Ziel möglicher Defensivmassnahmen zu werden. Solche sind nicht für den Staat ein Problem, sondern für die Unternehmen, die im betroffenen Staat, so eben auch in der Schweiz, ihren Sitz haben. Daher gilt es zu vermeiden, zum Ziel solcher Massnahmen zu werden.

Es macht auch unter dem Gesichtspunkt, dass im Standortwettbewerb alle gleich lange Spiesse haben sollten, Sinn, wenn das System möglichst ausnahmslos und weitflächig gilt, wobei die Umsetzung – das muss man sagen – global schon recht weit fortgeschritten ist. So haben im September 2018 bereits 92 Partnerstaaten untereinander Kontoinformationen ausgetauscht. Das entspricht rund 4500 bilateralen Austauschbeziehungen. Alle wichtigen Finanzplätze wenden den automatischen Informationsaustausch inzwischen an und verfügen über entsprechend weite Netzwerke von Partnerstaaten.

Grosse Abwesende im AIA-System sind die USA, und das ist störend. Es wird sich zeigen, ob und wie sich das in den Länderevaluationen durch das Global Forum widerspiegeln wird, die 2020 beginnen werden.

Nun komme ich zur Aktivierung des automatischen Informationsaustauschs mit neunzehn weiteren Partnerstaaten. Es liegt im Interesse unseres Wirtschaftsstandortes im Allgemeinen und des Finanzplatzes im Besonderen, dass unser Land sein Netzwerk von AIA-Partnerstaaten weiter ausbaut, indem es den automatischen Informationsaustausch mit den verbleibenden interessierten Partnerstaaten nun einführt. Der Bundesrat und die Mehrheit Ihrer Kommission wollen das AIA-Netzwerk deshalb auf diese Staaten ausdehnen, die bereits einen Zeitpunkt für die Umsetzung des automatischen Informationsaustauschs angegeben haben. Dies sind die folgenden weiteren neunzehn Staaten und Territorien: Albanien, Aserbaidschan, Brunei Darussalam, Dominica, Ghana, Kasachstan, Libanon, Macao, Malediven, Nigeria, Niue, Oman, Pakistan, Peru, Samoa, Sint Maarten, Trinidad und Tobago, Türkei und Vanuatu – so viel fürs Amtliche Bulletin.

Mit der Genehmigung der einfachen Bundesbeschlüsse wird der Bundesrat ermächtigt, die Notifikationen der einzelnen Partnerstaaten vorzunehmen. Materiell gibt es keinen Unterschied zu unseren bisherigen AIA-Beschlüssen. Derzeit sind von den vorgeschlagenen Partnerstaaten nur Aserbaidschan und Pakistan in der Lage, Daten nach dem globalen Standard in reziproker Weise auszutauschen. Vanuatu hat sich gegenüber der OECD als ständig nichtreziproker Partnerstaat erklärt, d. h., die Schweiz wird von Vanuatu ab 2021 Informationen über Finanzkonten erhalten, wird aber keine solchen liefern. Einige der neuen Partnerstaaten erfüllen die Vorgaben des globalen Standards im Bereich der Vertraulichkeit und Datensicherheit noch nicht und müssen deshalb einen Aktionsplan des Global Forum umsetzen. Bis dahin müssen Dominica, Ghana, Libanon, Macao, Niue und Samoa den automatischen Informationsaustausch vorerst in nichtreziproker Weise durchführen. Die übrigen Staaten und Territorien aus der vorgetragenen Liste erfüllen derzeit die Vorgaben des globalen Standards noch nicht. Sollte dies auch bis Ende 2019 nicht der Fall sein, wird die Schweiz diese Länder noch nicht als AIA-Partner notifizieren.

In der Vernehmlassung wurde die Erweiterung des Netzwerkes weitherum begrüsst. Zugleich wurde aber auch die sinngemässe Anwendbarkeit des Prüfmechanismus des Bundesbeschlusses vom 6. Dezember 2017 ausdrücklich begrüsst respektive gewünscht. Es muss ausgeschlossen sein, dass Daten in Staaten geliefert werden, die die materiellen Voraussetzungen für den Datenaustausch nicht erfüllen.

Die Kommission hat mit wechselnden Mehrheiten und im Wesentlichen jeweils mit 8 Gegenstimmen beschlossen, auf die Vorlage einzutreten respektive den neunzehn Bundesbeschlüssen zuzustimmen. Entsprechend empfehle ich Ihnen namens der Kommissionsmehrheit, der Mehrheit zu folgen.

Matter Thomas (V, ZH): Es handelt sich hier um eine rechtsstaatlich äusserst bedenkliche Vorlage. Ich möchte Sie daran erinnern, dass wir schon beim automatischen Informationsaustausch mit zum Beispiel Neuseeland, einem rechtsstaatlich mit der Schweiz vergleichbaren Staat, grosse Bedenken hatten. Hier und heute reden wir aber von – Herr Kollege Walti hat es als Kommissionssprecher gesagt – Ländern wie Aserbaidschan, Nigeria, Pakistan oder der Türkei.

AB 2019 N 1606 / BO 2019 N 1606

Das von mir hochgehaltene Neutralitätsprinzip verbietet mir, hier und jetzt von autoritärem Führungsstil, von



Diktatur, Verletzung der Menschenrechte und allgegenwärtiger Korruption zu sprechen. Aber der gesunde Menschenverstand sagt uns doch, dass in autoritären, strikt von oben nach unten gelenkten Systemen die Gewaltenteilung nicht so funktioniert wie bei uns und dass es undenkbar wäre, dass eine untergeordnete Administration dem Vorgesetzten oder gar einem Präsidenten sagen würde, das gehe ihn nichts an, da gebe sie keine Auskunft.

Seien wir doch ehrlich: Was hier mit dieser neuerlichen Ausweitung geschieht, hat mit dem ursprünglichen Gedanken des automatischen Informationsaustauschs nichts mehr zu tun. Die frühere Finanzministerin hat uns in diesem Ratssaal versichert, der automatische Informationsaustausch werde nur mit Ländern eingeführt, die rechtsstaatlich mit uns vergleichbar seien. Das habe ich hier schon mehrmals betont. Genau darum ist dieses Gesetz angenommen worden, und genau darum hat niemand das Referendum ergriffen. Heute reden wir aber von Kasachstan, Libanon, Ghana oder von Ländern, deren Namen ich kaum aussprechen kann. Wir dürfen den Bundesrat keinesfalls ermächtigen, mit diesen neunzehn weiteren Staaten den automatischen Informationsaustausch einzuführen.

Auch nach Einschätzung des Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten – und ich bin erstaunt, dass die Kommissionssprecher das nicht erwähnt haben – haben die neunzehn Staaten kein ausreichendes Datenschutzniveau. Das Datenschutzbüro lässt wörtlich ausrichten, ich zitiere: "Wir sind der Meinung, dass in keinem von diesen neunzehn Staaten ein mit der Schweiz vergleichbares, angemessenes Datenschutzniveau herrscht. Wir sind deshalb der Meinung, dass der automatische Informationsaustausch nicht auf diese Staaten ausgeweitet werden sollte." Wenn wir uns um diese Einschätzung einfach füttern, können wir uns den Datenschutzbeauftragten mit all seinen Mitarbeitern eigentlich sparen.

Ich bitte Sie auch namens der SVP-Fraktion, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Feller Olivier (RL, VD): Le Conseil fédéral nous propose d'élargir à 19 pays supplémentaires le cercle des Etats partenaires avec lesquels la Suisse accepte d'échanger de façon automatique des renseignements relatifs aux comptes financiers. Si le Parlement suit les propositions du Conseil fédéral, les données à échanger avec ces 19 pays supplémentaires devront être préparées et récoltées en 2020 en vue d'un premier échange en 2021. Le groupe libéral-radical soutient le projet du Conseil fédéral. Il entrera en matière sur les 19 arrêtés fédéraux simples et les adoptera lors des différents votes sur l'ensemble. En d'autres termes, le groupe libéral-radical suivra les recommandations de la majorité de la Commission de l'économie et des redevances. Trois motifs principaux sont à l'origine de la position du groupe libéral-radical.

Tout d'abord, il se trouve que le Parlement a adopté en décembre 2015 la loi fédérale sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale. Cette loi est entrée en vigueur le 1er janvier 2017 et n'a fait l'objet d'aucune demande de référendum. C'est ainsi que le processus de mise en place progressive de l'échange automatique de renseignements a été déclenché dans notre pays. Les décisions particulières que nous sommes appelés à prendre aujourd'hui ne sont donc, en fait, que le résultat d'une décision de principe prise par le Parlement en décembre 2015.

Le groupe libéral-radical considère qu'il serait incohérent d'interrompre brusquement le processus initié il y a plusieurs années. En effet, à ce jour, le Parlement a approuvé l'introduction de l'échange automatique de renseignements avec 89 Etats partenaires. A la fin du mois de septembre 2018, la Suisse a procédé au premier échange de renseignements avec 36 Etats partenaires et elle procédera, à la fin de ce mois-ci, au premier échange avec 37 Etats et territoires.

Deuxièmement, sur le fond, outre la question de la cohérence politique, nous considérons que l'extension à 19 pays supplémentaires de l'échange automatique de renseignements permettra à la Suisse de remplir ses engagements internationaux et de renforcer la réputation et l'intégrité de sa place financière ainsi que sa compétitivité à l'échelon international.

Cette extension permettrait aussi d'éviter que notre pays soit inscrit sur les listes des Etats non coopératifs tenues par le G20, l'OCDE et l'Union européenne et qu'il risque de devenir la cible de mesures de rétorsion. Des mesures administratives ou fiscales de rétorsion pourraient constituer un désavantage significatif pour les entreprises, les travailleurs et, en fin de compte, aussi pour les contribuables dans notre pays. Par ailleurs, une inscription de la Suisse sur de telles listes ternirait considérablement l'image de l'économie suisse.

Enfin, le groupe libéral-radical rappelle qu'un certain nombre de garde-fous existent. En effet, le mécanisme de contrôle élaboré par le Parlement en décembre 2017 s'appliquera par analogie à l'ensemble des 19 nouveaux Etats partenaires avec lesquels la Suisse s'apprête à échanger de façon automatique des renseignements en matière financière. En clair, avant de pouvoir procéder concrètement au premier échange de renseignements fiscaux qui devrait avoir lieu en septembre 2021, le Conseil fédéral devra déterminer si les 19 nouveaux Etats partenaires remplissent un certain nombre de conditions, notamment en matière de confidentialité, de sécurité



et de protection des données échangées, et respectent le fameux principe de la spécialité, qui exige que les renseignements ne puissent être échangés qu'aux fins fiscales prévues par les accords internationaux concernant l'échange automatique de renseignements.

Pour tous ces motifs, le groupe libéral-radical vous invite à soutenir le projet du Conseil fédéral.

Ritter Markus (C, SG): Begeisterung in einer Kommission sieht definitiv anders aus, als wir dies bei der Beratung zur Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit weiteren neunzehn Partnerstaaten ab 2020/21 erlebt haben. Von den neunzehn Staaten erfüllen zurzeit nur zwei, nämlich Aserbaidschan und Pakistan, die gesetzlichen Voraussetzungen. Die anderen siebzehn Staaten, Albanien, Brunei Darussalam, Dominica, Ghana, Kasachstan, Libanon, Macao, die Malediven, Nigeria, Niue, Oman, Peru, Samoa, Sint Maarten, Trinidad und Tobago, die Türkei und Vanuatu, sind davon teilweise noch deutlich entfernt. Mit dem heutigen Entscheid geben wir dem Bundesrat quasi einen Blankocheck dafür, dass er mit diesen Ländern den automatischen Informationsaustausch über Finanzkonten einführen kann, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind. Dies betrifft die Schaffung der notwendigen Rechtsgrundlagen in den Partnerstaaten, die Gewährleistung der Vertraulichkeit und Datensicherheit sowie die Regularisierung der Vergangenheit.

Für die CVP-Fraktion ist es entscheidend, dass der Bundesrat heute zuhänden des Amtlichen Bulletins bekräftigt, dass der automatische Informationsaustausch über Finanzkonten mit diesen Partnerstaaten durch den Bundesrat nur in Kraft gesetzt wird, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen vollumfänglich erfüllt werden. Andernfalls ist konsequent darauf zu verzichten.

Leider mussten wir im Prüfbericht zum automatischen Informationsaustausch mit Partnerstaaten, wo er bereits am Laufen ist, feststellen, dass selbst in Ländern, die ein wesentlich stabileres Rechtssystem haben als teilweise jene Länder, über die wir heute diskutieren, immer wieder Datenlecks auftauchen. Ebenfalls wird im Prüfbericht die Einhaltung der Menschenrechte in den einzelnen Partnerstaaten nicht eingehend erörtert. Dies muss in künftigen Prüfberichten ergänzt werden.

Die CVP-Fraktion steht zum automatischen Informationsaustausch auf Basis der gesetzlichen Grundlagen. Diese sind konsequent anzuwenden und umzusetzen. Es ist nicht das Ziel der CVP-Fraktion, einfach möglichst viele solcher Abkommen abzuschliessen. Es ist das klare Ziel der CVP-Fraktion, dass jene Abkommen, die abgeschlossen werden können, den gesetzlichen Grundlagen in unserem Land entsprechen.

AB 2019 N 1607 / BO 2019 N 1607

In diesem Sinne wird die CVP-Fraktion der Mehrheit folgen und den Abkommen zustimmen.

Müller Thomas (V, SG): Herr Kollege Ritter, ich teile Ihre Bedenken, aber ich habe eine Frage: Wie kommen Sie dazu, ausgerechnet Aserbaidschan als Staat zu bezeichnen, der alle rechtsstaatlichen Auflagen erfüllt? Um Ihnen die Antwort zu erleichtern: Im Europarat stand Aserbaidschan im Zentrum aller Korruptionsfälle, und zwar der Staat, die Politik, und nicht die Privaten.

Ritter Markus (C, SG): Ich kann Ihr Votum verstehen. Ich zitiere hier den Bundesrat mit seinem Bericht, der diesen zwei Ländern, unter anderem Aserbaidschan, die Einhaltung der entsprechenden Grundlagen attestiert. Die gleiche Frage sollten Sie also nachher unbedingt Herrn Bundespräsident Maurer stellen.

Marra Ada (S, VD): Notre hémicycle se prononcera désormais régulièrement sur le type d'accord qui vous est soumis ce matin. En effet, depuis l'introduction du concept "d'échange automatique de renseignements", la Suisse compte déjà 92 Etats partenaires. Il s'agit d'en ajouter 19. Rappelons que cette révolution de l'échange automatique de renseignements est un plus pour notre pays, car l'échange de renseignements garantit une place financière propre et un nouveau modèle d'affaires pour les banques. Tout cela se déroule dans un cadre international et est réglé par l'OCDE et le ainsi nommé "Forum mondial".

Le groupe socialiste a appelé de ses vœux et soutenu ce processus depuis le début, parce que notre pays ne pouvait confisquer de la manne fiscale à d'autres Etats. Cet argent ne nous appartenait pas. Le développement durable réside aussi dans la finance. Le groupe socialiste a appelé de ses vœux et soutenu ce processus, car nous devons combattre l'évasion fiscale. La Suisse a donc entrepris la signature d'accords de ce type avec les Etats qui lui semblaient être prioritaires, soit par la proximité géographique, soit par calcul économique. Autrement dit, ceux dont le potentiel financier, économique et commercial lui était le plus intéressant.

Par la suite, d'autres accords avec d'autres Etats ont été signés. Rappelons par exemple la Russie, Israël, le Brésil, l'Inde, mais surtout Singapour, les îles Bahamas et Hong Kong, qui sont pour la Suisse de véritables concurrents sur le plan financier. Désormais, presque toutes les grandes places financières sont entrées dans



ce processus. On remarquera l'absence des Etats-Unis.

L'évolution du cadre international exige des Etats signataires d'accepter les demandes qui leur seraient adressées par les autres Etats partenaires ayant signé un accord. Il est bon de rappeler que nous avons introduit un mécanisme essentiel en parallèle, le mécanisme de contrôle permettant de garantir la mise en oeuvre conforme à la norme de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec les Etats partenaires. C'est une sorte de garde-fou. Ce mécanisme permet de contrôler que les Etats qui demandent un accord respectent six points essentiels dont les plus importants sont la confidentialité, la sécurité et la protection des données, y compris le respect de la règle de la spécialité, à savoir le fait que les données ne peuvent servir qu'aux fins fixées dans l'accord.

Il s'agit aussi de vérifier qu'il n'y ait pas de violations graves des droits de la personne, comme des sanctions disproportionnées en cas de délit fiscal. Hormis ce mécanisme, la Confédération s'assure, avant le premier échange, qu'un système administratif et juridique puisse effectuer sérieusement le traitement des échanges. Enfin, dans le protocole international réside aussi le fait que la Suisse peut appliquer unilatéralement l'accord si les points énumérés et non exhaustifs ne sont pas respectés. Autrement dit, elle peut recevoir les données d'un pays relatives à ses citoyens, mais ne pas le faire de manière réciproque.

Nous estimons quant à nous que les mesures sont prises pour répondre aux craintes exprimées par la minorité de la commission. Il est bon de rappeler que le Forum mondial évalue régulièrement l'avancée de la mise en place du processus d'échange automatique de renseignements et que, en fonction de l'application qui en est faite, les pays peuvent se retrouver sur des listes qui font obstacle au développement de leur économie et de leur commerce. La prochaine évaluation pour notre pays aura lieu en 2020.

Ce qui nous est demandé à ce stade, c'est d'accepter que le Conseil fédéral signe ces arrêtés et se laisse la marge de manoeuvre, comme il l'a fait avec les 92 pays précédents, de faire des accords unilatéraux ou de retarder la notification de l'accord parce qu'un des pays ne serait pas prêt. La procédure est la même pour les pays dont nous discutons ce matin. Nous approuvons les arrêtés, et le Conseil fédéral les appliquera selon les critères précités.

Vouloir freiner ce processus, comme le propose la minorité, c'est revenir en arrière sur un état désormais de fait: la lutte contre l'évasion fiscale. Cette attitude ne fait que défendre les intérêts des privilégiés, pas les citoyennes et les citoyens des pays concernés.

C'est pourquoi le groupe socialiste vous demande d'approuver les 19 arrêtés.

Maurer Ueli, Bundespräsident: Das Thema des automatischen Informationsaustauschs beschäftigt uns hier regelmässig, und wir haben die Diskussion, die wir heute führen, ebenfalls schon mehrmals geführt. Wir gingen ursprünglich davon aus – darauf wurde auch in Aussagen hingewiesen –, dass der automatische Informationsaustausch eher zwischen einzelnen Ländern stattfindet. Heute stellen wir fest, dass er für alle OECD-Staaten ein globaler Standard geworden ist. Es sind nicht einzelne Länder, sondern alle wenden diesen Standard an. Für uns war damals auch wichtig, dass insbesondere unsere Konkurrenzfinanzplätze diesen Standard anwenden. Die machen das inzwischen ebenfalls; Singapur, Hongkong und weitere sind auf dem gleichen Niveau. Damit müssen wir eigentlich feststellen, mit Ausnahme der USA – auch das wurde erwähnt – sind heute alle Staaten auf diesem internationalen Niveau.

International bedeutende Finanzplätze zeichnen sich dadurch aus, dass sie diesen Austausch pflegen und internationale Standards einhalten. Es ist heute eine Art Qualitätsmerkmal für Finanzplätze, wenn sie sich daran halten. Es ist ein Qualitätsmerkmal insbesondere für Firmen, die in diesen Ländern tätig sind, denn sie haben damit Zugang zu anderen Ländern und haben keine Sanktionen zu befürchten.

Es ist nicht die Schweiz betroffen, wenn wir hier mit einzelnen Staaten keinen automatischen Informationsaustausch abschliessen, sondern eben Firmen. Dann geraten sie sofort ins Zwielficht. Da muss man einfach ehrlicherweise feststellen, dass die Schweiz manchmal immer noch in einen gewissen Dunstkreis gerät als Land, das Fluchtgeldern Platz bietet. Das ist selbstverständlich längst nicht mehr der Fall. Die Schweiz hat eine Gesetzgebung und einen Kontrollmechanismus, der das absolut und in jeder Phase verhindert. Aber um nicht wieder in diesen Dunstkreis zu geraten, ist es wichtig, dass die Schweiz als internationaler Finanzplatz eben auch internationale Standards einhält.

Die Vorlage, die Sie heute vor sich haben, geht genau in diese Richtung, indem wir sagen, dass die Schweiz mit allen Staaten, die die Voraussetzungen erfüllen, den automatischen Informationsaustausch eingehen will. Die Staaten, die Sie heute auf dem Tablett haben, erfüllen das noch nicht alle, ich komme darauf zurück.

Wenn wir sagen, grundsätzlich seien wir bereit, diesen Austausch mit allen Staaten zu pflegen, dann ist dieser Grundsatz mit Merkmalen zu begleiten, wie wir die Kontrolle ausführen. Hier hat die Schweiz als weltweit einziger Staat einen Kontrollmechanismus eingeführt, Sie haben das damals beschlossen: Wir überprüfen



zusätzlich zum Global Forum noch einmal, ob die Staaten die Voraussetzungen erfüllen, damit wir austauschen können. Dieser Beschluss, den Sie damals gefasst haben, ist weltweit immer noch einmalig, und wir mussten ihn erklären.

Die Schweiz hat in Bezug auf den Austausch also Qualitätsmerkmale eingebaut, die es ermöglichen, zu erkennen, wenn etwas nicht funktioniert. Aber, und da teile ich durchaus auch

AB 2019 N 1608 / BO 2019 N 1608

die Haltung, die die Minderheit hier eingebracht hat, es ist nicht alles schwarz oder weiss. Wir haben Staaten auf dieser Liste, die einer besonderen Beobachtung und auch immer wieder Gesprächen bedürfen. Wir können ehrlicherweise wahrscheinlich nicht für alle Daten, die wir austauschen, die Hand ins Feuer legen. Wir müssen also versuchen, in Bezug auf diesen Austausch die Qualität auf diesem Standard zu halten oder weiter zu verbessern.

Unser Ansatz ist also nicht, Länder auszulesen und Ja oder Nein zu sagen, sondern wir sagen im Grundsatz Ja, aber wir prüfen dann, ob die Bedingungen für den Austausch entsprechend erfüllt werden. Bei dieser Güterabwägung stehen wir heute. Wenn Sie das zurückweisen, wie es die Minderheit vorschlägt, dann können Firmen aus der Schweiz Probleme im Zahlungsverkehr haben. Das gilt aber nicht nur in Bezug auf diese Länder, denn die Gefahr, dass die Schweiz dadurch in eine Grauzone gerät – da hätten viele andere Konkurrenzplätze Freude –, ist doch zu gross. In dieser Güterabwägung wollen wir mit allen austauschen, aber beim Austausch entsprechende Qualitätsmerkmale anwenden.

Ich trage Ihnen die neunzehn Staaten nicht noch einmal vor, Sie haben die entsprechenden Namen gehört. Ich möchte aber ausdrücklich festhalten, dass die Schweiz nur Daten mit Partnerstaaten der OECD austauschen wird, wenn mit Sicherheit feststeht, dass diese die Voraussetzungen des globalen AIA-Standards einhalten können und die entsprechenden Notifikationen bei der OECD eingereicht haben. Die Rechtsgrundlagen müssen also erfüllt sein, und wir überprüfen das, sonst kommt es nicht infrage.

Sollten Staaten oder Territorien, die vom Parlament als AIA-Partner genehmigt worden sind, aber die für die Einführung des automatischen Informationsaustauschs unabdingbaren Kriterien bis Ende 2019 nicht erfüllen, wird die Schweiz diese Länder nicht als AIA-Partner notifizieren – mit der Konsequenz, dass dann der Austausch um ein Jahr oder allenfalls für längere Zeit aufgeschoben wird.

Dass dieses Vorgehen funktioniert, zeigt das aktuelle Beispiel von Bulgarien: Im Juli wurde die bulgarische Steuerverwaltung Opfer eines massiven Datendiebstahls. Als Folge davon wurde Bulgarien von den internationalen Informationsaustauschschemen ausgeschlossen. Die Schweiz wird den steuerlichen Informationsaustausch mit Bulgarien zudem formell aussetzen. Dieser Vorfall zeigt, dass die internationalen Informations- und Schutzmechanismen im Bereich des automatischen Informationsaustauschs funktionieren.

Herr Müller steht schon am Mikrofon, sodass er gleich seine Frage stellen kann.

Noch einmal: Wir sagen grundsätzlich Ja zum automatischen Informationsaustausch, doch beim Austausch sind wir entsprechend vorsichtig. Wir kennen Qualitätsmerkmale, die weltweit nur von der Schweiz so beschlossen worden sind. Das gibt uns eine zusätzliche Sicherheit.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr dann zuzustimmen.

Müller Thomas (V, SG): Herr Bundesrat Maurer, ich stelle Ihnen die gleiche Frage wie Herrn Ritter: Wie kommt der Bundesrat dazu, ausgerechnet von Aserbaidshan zu sagen, dass es alle rechtsstaatlichen Auflagen erfüllt, wenn ausgerechnet Aserbaidshan im Zentrum sämtlicher Korruptionfälle im Europarat gestanden hat, und zwar die Politik, der Staat, nicht Private?

Maurer Ueli, Bundespräsident: Wir stellen fest, dass Aserbaidshan die technischen Voraussetzungen bezüglich Gesetz und Sicherheit erfüllt. Das wird international geprüft.

Sie müssen wahrscheinlich die Frage noch ausdehnen, wenn Sie von Korruptionfällen sprechen. Dann könnten Sie weitere Länder erwähnen, die in diesen Bereichen betroffen sind. Was machen wir hier? Aserbaidshan beispielsweise, aber auch Kasachstan, das ebenfalls auf dieser Liste ist, gehören u. a. der Schweizer Gruppe beim Währungsfonds und bei der Weltbank an. Wir treffen diese Leute also mindestens zweimal im Jahr, und selbstverständlich ist es immer Gesprächsthema, wie wir das anwenden, sie wissen auch, dass wir diesbezüglich eine besondere Sorgfalt anwenden. Aber das wird wohl noch eine Aufgabe nicht nur der Schweiz, sondern ein Stück weit auch der Weltgemeinschaft sein.

Es gibt nun einmal sehr viele Länder, die korrupte Systeme haben oder bei denen ein Teil des Systems korrupt ist – da müssen wir uns nichts vormachen. Gerade bei diesen Ländern muss der Austausch sehr sorgfältig erfolgen. Ich werde Herrn Aliyev, dem Staatspräsidenten, den ich ab und zu sehe, diese Bedenken gerne auch



noch persönlich überbringen. Ich glaube, es ist wichtig, dass sie wissen, dass wir nicht einfach austauschen, sondern versuchen, ganz genau hinzuschauen.

Ich glaube nicht, dass wir diesen Ländern einen Gefallen tun, wenn wir einfach Nein sagen. Wir müssen versuchen, sie in diesem System aufzunehmen und in diesem System zu begleiten, damit sie hier auch Verbesserungen erzielen. Aber wir werden wohl auch in der nächsten Legislatur nicht erleben, dass wir hier schwarz-weiss haben.

Präsident (Brand Heinz, zweiter Vizepräsident): Die Berichterstatter verzichten auf eine weitere Stellungnahme, sodass wir am Ende der Eintretensdebatte angelangt sind. Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Matter ab. Die Abstimmung gilt für alle neunzehn Bundesbeschlüsse.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.033/19358)

Für Eintreten ... 126 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Albanien

1. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Albanie

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19339)

Für Annahme des Entwurfes ... 126 Stimmen

Dagegen ... 63 Stimmen

(0 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Aserbaidschan

2. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Azerbaïdjan

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

AB 2019 N 1609 / BO 2019 N 1609

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19340)

Für Annahme des Entwurfes ... 121 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(3 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Brunei Darussalam

3. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Brunei Darussalam

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19341)

Für Annahme des Entwurfes ... 124 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

4. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Dominica

4. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec la Dominique

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.033/19342)
Für Annahme des Entwurfes ... 123 Stimmen
Dagegen ... 61 Stimmen
(0 Enthaltungen)

5. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Ghana

5. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Ghana

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.033/19343)
Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen
Dagegen ... 62 Stimmen
(0 Enthaltungen)

6. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Kasachstan

6. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Kazakhstan

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.033/19357)
Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen
Dagegen ... 59 Stimmen
(1 Enthaltung)



7. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Libanon

7. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Liban

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19344)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2019 N 1610 / BO 2019 N 1610

8. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Macao

8. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Macao

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19345)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 60 Stimmen

(0 Enthaltungen)

9. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit den Malediven

9. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux



comptes financiers avec les Maldives

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19346)

Für Annahme des Entwurfes ... 123 Stimmen

Dagegen ... 60 Stimmen

(0 Enthaltungen)

10. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Nigeria

10. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Nigeria

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19347)

Für Annahme des Entwurfes ... 124 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

11. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Niue

11. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Niue

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19348)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

12. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Oman

12. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Oman

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19349)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(1 Enthaltung)

13. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Pakistan

13. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Pakistan

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.033/19350)
Für Annahme des Entwurfes ... 120 Stimmen
Dagegen ... 62 Stimmen
(1 Enthaltung)

AB 2019 N 1611 / BO 2019 N 1611

14. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Peru

14. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Pérou

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.033/19351)
Für Annahme des Entwurfes ... 123 Stimmen
Dagegen ... 61 Stimmen
(0 Enthaltungen)

15. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Samoa

15. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Samoa

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.033/19352)
Für Annahme des Entwurfes ... 122 Stimmen
Dagegen ... 62 Stimmen
(0 Enthaltungen)



16. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Sint Maarten

16. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Sint-Maarten

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19353)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

17. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Trinidad und Tobago

17. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec Trinité-et-Tobago

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19354)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

18. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit der Türkei

18. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux



comptes financiers avec la Turquie

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19355)

Für Annahme des Entwurfes ... 124 Stimmen

Dagegen ... 61 Stimmen

(0 Enthaltungen)

19. Bundesbeschluss über die Einführung des automatischen Informationsaustauschs über Finanzkonten mit Vanuatu

19. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec le Vanuatu

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.033/19356)

Für Annahme des Entwurfes ... 125 Stimmen

Dagegen ... 63 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2019 N 1612 / BO 2019 N 1612